

**Session annuelle du
Conseil d'administration**

Rome, 27 - 30 mai 1996

**RAPPORTS AU
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL (ECOSOC)**

Point 7 de l'ordre du jour

F

**Distribution: GENERALE
WFP/EB.A/96/7 (Part II)
26 avril 1996
ORIGINAL: ANGLAIS**

DEUXIEME PARTIE

**Suivi de la résolution 1995/50 de l'ECOSOC:
Collaboration avec les institutions de Bretton
Woods**

**Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités
à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander
d'exemplaires supplémentaires.**

NOTE A L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen et observations.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.
3. Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.
4. Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:

Directeur:	J.M. Powell	tél.: 5228-2600
Chargé de l'analyse des politiques:	N. Edirisinghe	tél.: 5228-2221
5. Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

Suivi de la résolution 1995/50 du Conseil économique et social: Collaboration avec les institutions de Bretton Woods

INTRODUCTION

1. Depuis plusieurs années, le Programme alimentaire mondial s'emploie à resserrer ses relations avec les institutions de Bretton Woods. Comme la Banque mondiale, il estime que l'insécurité alimentaire est un grave obstacle au développement et il collabore avec elle pour renforcer les interventions visant à combattre la faim et la malnutrition dont souffrent les ménages pauvres. Sur le plan des politiques, les deux institutions se concertent au sujet des problèmes de sécurité alimentaire et de leur solution. Sur le terrain, la collaboration prend la forme de financement conjoint de projets de sécurité alimentaire à l'intention des ménages pauvres.

CONCERTATION SUR LES POLITIQUES

2. En 1995, face à la détérioration de la situation alimentaire mondiale et à la hausse du prix des vivres, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la FAO et le PAM ont engagé un processus de consultations au cours desquelles ces institutions ont examiné les rôles qu'elles devraient jouer individuellement et collectivement si les choses s'aggravaient encore sérieusement.
3. Dans le contexte du renforcement des activités des Nations Unies dans le domaine des secours et du relèvement, le PAM et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont commencé à examiner avec la Banque mondiale l'éventualité que cette dernière participe plus concrètement aux opérations d'urgence, surtout dans les cas où elle n'est pas présente alors que le PAM et le HCR sont sur place. Dès la phase des secours d'urgence, plusieurs interventions pourraient bénéficier d'un appui de la banque en ce sens qu'elles peuvent être considérées comme un "préinvestissement" dans les activités ultérieures de relèvement et de développement. Un des principaux domaines dans lesquels la Banque pourrait jouer un rôle important pendant cette phase est celui des infrastructures de transport. Comme on le verra plus bas, elle l'a déjà fait en plusieurs occasions mais la collaboration pourrait être grandement développée. L'amélioration des équipements portuaires et des réseaux ferroviaires et routiers aiderait le PAM et le HCR à faire l'économie d'opérations coûteuses telles que les ponts aériens pour faire parvenir en temps utile les produits alimentaires et autres aux destinataires. Quant à la Banque, ses éventuelles interventions ultérieures dans d'autres secteurs dans ces mêmes pays porteraient sur des problèmes chroniques: elle pourrait par exemple fournir dès la phase des secours d'urgence une assistance pour la protection de l'environnement ou la mise en place de services de santé et d'assainissement, qui sont aussi très importants pour le développement futur.
4. Le PAM et la Banque mondiale ont été des membres actifs du comité directeur coiffé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) qui a préparé la Conférence



internationale sur la faim et la pauvreté tenue à Bruxelles en novembre 1995. Un projet de programme d'action est en préparation et le PAM continuera à collaborer étroitement avec la Banque et le FIDA pour le mettre au point. Ces dernières années, le PAM a en outre participé plus activement aux réunions du Groupe consultatif organisé sous l'égide de la Banque pour examiner les politiques d'aide aux divers pays en développement et les moyens d'optimiser l'assistance de la communauté internationale. De plus, le PAM participe avec la Banque mondiale aux travaux de divers organes tels que le Sous-comité de la nutrition du CAC et l'Equipe spéciale interinstitutions du CAC sur l'emploi et les moyens de subsistance durables pour tous. Le PAM se concerte avec la Banque mondiale et le FMI et utilise leurs statistiques et leurs analyses pour ses propres analyses, qui sont à la base des Schémas de stratégie de pays (SSP) servant de cadre à ses activités d'aide alimentaire dans les pays bénéficiaires.

COLLABORATION OPERATIONNELLE AU NIVEAU DES PAYS

5. La Banque collabore avec le PAM dans presque tous les secteurs où celui-ci appuie des activités de développement: gestion des ressources naturelles, remise en état et développement des ouvrages d'infrastructure, valorisation du capitale humain, création d'emplois. Cette collaboration est actuellement en cours pour 11 projets, dont cinq en Afrique, trois en Amérique latine et trois en Asie. Ainsi, un projet de nutrition au Sénégal a-t-il bénéficié d'importants apports: la Banque a financé non seulement les études préliminaires et le système de suivi et évaluation, mais aussi plusieurs activités de la phase opérationnelle dans le domaine de la santé. Au Bangladesh, un des volets du programme national de rémunération alimentaire du travail appuie l'exécution de projets soutenus par la Banque.
6. Le PAM collabore aussi avec la Banque dans des situations d'urgence. Un bon exemple de cette collaboration est l'apport par la Banque de 10 millions de dollars pour le Plan d'action de 100 jours en Somalie; cet apport a principalement servi à financer l'amélioration des infrastructures matérielles et institutionnelles nécessaires aux opérations de secours; une partie a été utilisée pour acheter de l'équipement et transporter des camions par avion.
7. La collaboration avec la Banque est aussi féconde dans le domaine de l'assistance après les crises. Par exemple, au Mozambique, la reconstruction d'établissements de santé dans le cadre d'un projet de remise en état des infrastructures sociales est financée en partie par des apports financiers et en partie par l'aide alimentaire utilisée pour rémunérer les travailleurs. Etant donné l'importante représentation locale du Programme, la Banque lui a confié la gestion des fonds. Ces activités conjointes améliorent le rapport coût-efficacité de l'assistance pendant la période de transition entre la phase des secours et celle du développement.

